

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/3114  
19 octobre 1953  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 17 octobre 1953, l'exposé succinct que voici :

1. Question iranienne (voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1456).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1456).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1456).
5. Réglementation et réduction des armements de type classique et des forces armées (voir S/1456 et S/2527).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1456).

Par lettre en date du 12 octobre 1953 (S/3105), le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques a fait connaître au Président du Conseil de sécurité son désir de voir convoquer le Conseil pour discuter la question de la désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste. En conséquence, le Conseil de sécurité a tenu, le 15 octobre, sa 625ème séance, et la question a été inscrite à l'ordre du jour. Le représentant de l'URSS a saisi le Conseil d'un projet de résolution (S/3105) aux termes duquel le Conseil de sécurité : 1) Considérant que le Traité de paix avec l'Italie n'a pas été appliqué jusqu'à présent dans sa partie relative à la constitution du Territoire libre de Trieste et que la zone de Trieste a été transformée illégalement en base militaire et navale étrangère; 2) Constatant que le partage du Territoire libre de Trieste effectué par les Gouvernements des Etats-Unis

et du Royaume-Uni aggrave les désaccords entre Etats, particulièrement entre les pays limitrophes du Territoire libre, et crée une menace pour la paix et la sécurité dans cette région de l'Europe; 3) Considérant que l'inexécution des clauses du Traité de paix avec l'Italie relatives au Territoire libre de Trieste a privé la population de ce Territoire de la possibilité de jouir des droits démocratiques prévus par le Statut permanent du Territoire libre; 4) Vu les dispositions de l'Article 11 de l'Annexe VI au Traité de paix avec l'Italie, et vu la décision du Conseil des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union soviétique en date du 12 décembre 1946, relative à la nomination du gouverneur du Territoire libre de Trieste, déciderait de nommer gouverneur du Territoire libre de Trieste le colonel Flückiger; de mettre immédiatement en oeuvre l'instrument relatif au régime provisoire du Territoire libre de Trieste; de créer, conformément aux dispositions du Traité de paix, un conseil provisoire de gouvernement du Territoire libre de Trieste; de mettre en oeuvre les dispositions du Statut permanent du Territoire libre de Trieste dans un délai de trois mois à compter de la nomination du gouverneur.

7. Question égyptienne (voir S/1456).
8. Question indonésienne (voir S/1456).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1456).
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
11. Demandes d'admission (voir S/1456, S/2451 et S/2679).
12. Question palestinienne (voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2268, S/2280, S/2303 et S/2325).
13. Question Inde-Pakistan (voir S/1456, S/1463, S/1472, S/1479, S/2025, S/2058, S/2070, S/2132, S/2416, S/2527, S/2845 et S/2890).
14. Question tchécoslovaque (voir S/1456).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/1456).
16. Question du Haïderabad (voir S/1456).

17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948 par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1456).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taiwan) (voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (voir S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811).
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/2364 et S/2398).
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi de l'arme bactérienne et à ratifier ledit protocole (voir S/2679 et S/2687).
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/2687 et S/2693).

-----

